



Burundi : les fruits vénéneux du coup d'État

LE 21 octobre dernier, un coup d'État militaire interrompait le processus politique en cours au Burundi. Le président Melchior Ndadaye, le premier chef d'État démocratiquement élu (à 65 %) était assassiné en même temps que ses successeurs constitutionnels : les président et vice-président de l'Assemblée nationale. Avec eux d'autres collaborateurs étaient abattus. Une dizaine de tombes s'alignent aujourd'hui dans le jardin du palais présidentiel de Bujumbura. Parmi les tombes, celle d'un citoyen anonyme symbolise les milliers de victimes innocentes emportées par le chaos qui a résulté du putsch.

La situation du pays devint rapidement si incertaine que les putschistes s'évanouirent bientôt dans la nature. On se retrouva après quelques jours dans une sorte de vide, avec un putsch que certains qualifieront un peu tôt de « raté ». Mais l'irréparable était fait et bien fait. L'armée avait perdu pour longtemps toute crédibilité, les institutions issues des élections étaient ébranlées, la fonction publique en

panne, l'insécurité totale, la population en exil chez elle ou à l'étranger, clivée en deux camps apparemment irréconciliables. La force et le terrorisme triomphaient dans les rues et sur les collines. Cette situation perdure jusqu'à aujourd'hui où des mouvements terroristes ont réussi à imposer la présence de leurs leaders dans les rangs du gouvernement. Par ces aspects du recul démocratique, il apparaît qu'une forme du putsch a bel et bien partiellement réussi.

Résistance

Dès qu'ils apprirent la nouvelle qu'un coup d'État avait été tenté et que leur président était prisonnier des putschistes, des paysans organisèrent la résistance civile : arbres abattus sur les routes, ponts coupés. En plusieurs endroits certains allèrent jusqu'à prendre en otage leurs voisins tutsi « *Si vos amis les militaires tuent notre président, ce sera votre tour après. Si les soldats viennent nous tuer comme en 72, nous ne serons pas les seuls à mourir cette*

fois ». Le sentiment de frustration des paysans était à son comble. La colère, l'indignation et la peur montaient sur les collines, où aucune nouvelle ne parvenait plus. Certains cadres administratifs Frodebu (1) se cachaient ou prenaient la fuite, d'autres ne savaient quel parti prendre, d'autres suivaient le mouvement des paysans révoltés. Les otages tutsi furent, hélas !, exécutés en de nombreux endroits. Ils le furent soit au moment où fut connue la mort du Président, soit quand fut diffusé le communiqué militaire : « Tous les camps sont ralliés » etc. soit encore quand les troupes furent en vue.

Nous avons pu constater en maints endroits combien les paysans hutu ont fait l'amalgame entre l'armée et les Tutsi. Beaucoup étaient persuadés qu'en s'en prenant aux Tutsi, parfois leurs voisins de colline, ils atteignaient l'armée. L'armée est en effet, depuis 1965, le fruit d'une politique persistante de sélection sur base ethnique : elle est composée presque exclusivement de Tutsi. Et c'est un fait que beaucoup de paysans tutsi qui avaient des liens familiaux dans l'armée furent massacrés.

Répression et échec du putsch

Des jours apocalyptiques commencèrent alors dans le pays. Aux massacres des Tutsi (parfois des familles entières) par les paysans hutu succédait la répression de l'armée, répression massive, aveugle, frappant parfois là où tout était resté calme, utilisant des blindés contre des paysans désarmés ou armés seulement de gourdins, de hoes, de lances. Les leaders hutu et le Frodebu furent pourchassés dans les centres administratifs par les Tutsi fonctionnaires, étudiants

ou « déplacés » discrètement appuyés par des militaires.

La société burundaise rurale et urbaine se retrouvait ainsi déchirée de part en part : presque partout les Tutsi fuirent ou furent regroupés dans des camps de déplacés, les Hutu se réfugièrent dans les marais, dans les collines inaccessibles aux véhicules des militaires ou à l'étranger. Les ethnies, mêlées depuis des siècles, furent ainsi séparées par la peur panique de l'autre.

La nuit du 21 octobre, d'importants moyens militaires sont entrés en action à Bujumbura. Pendant plus de 24 heures, des bandes de soldats portant les uniformes de diverses garnisons ont écumé la ville, assassinant des dignitaires du Frodebu, terrassant leurs familles, pillant leurs maisons. On pouvait voir pendant ce temps des fonctionnaires tutsi célébrer ouvertement la mort de Ndadaye.

Cependant, l'immédiate réprobation internationale jointe à la résistance populaire généralisée dans tout le pays fit échouer le putsch. En tout cas, il ne s'est trouvé personne pour le revendiquer ni même expliquer ses motivations et ses objectifs. Les putschistes rentrèrent rapidement dans l'ombre anonyme de l'armée d'où ils étaient temporairement sortis. Aujourd'hui, tout le monde dans l'armée, du simple soldat à l'état-major proclame sa fidélité et son loyalisme. On se retrouve donc devant un putsch

* L'auteur de cet article a participé à la Commission internationale d'ONG qui a enquêté sur les violations des droits de l'Homme au Burundi (26 janvier - 10 février 1994). Le texte n'engage pas la Commission ; il n'exprime que l'opinion de son auteur.

(1) Frodebu : Front pour la démocratie au Burundi. Principal parti démocratique, il porte en 1993 Melchior Ndadaye à la présidence et remporte 80 % des sièges aux législatives.

sans auteurs. Pour les chefs militaires, le coup fut l'affaire d'une petite poignée d'égarés irresponsables. Comme si des enfants avaient joué avec des allumettes et mis malencontreusement le feu au logis !

Certains semblent prêts à accrédi-ter cette thèse de l'accident de parcours. Cependant, dans ce pays si particulier, où les acteurs du jeu politique aiment à jouer masqués, où les hiérarchies et les alliances sont souvent occultes, où les paroles exprimées ont des sens codés et des non-dits, où ce qui se voit n'est qu'une partie de ce qui importe, où chacun doit parler un langage crypté, il faut apprendre à décoder toutes les apparences. C'est pourquoi il est légitime de se demander si le putsch a raté ou non. Le putsch ne fut pas un échec pour tout le monde. Il a manifestement bien servi les ennemis du changement démocratique : en l'occurrence, les privilégiés du régime précèdent. Les barons des régimes antérieurs, dignitaires upronistes (2), haut gradés de l'armée, grands commerçants, fonctionnaires, etc. avaient certainement beaucoup à perdre avec l'arrivée d'un régime qui imposerait le partage des pouvoirs et des places, une plus grande transparence dans les affaires et les opérations spéculatives. La situation actuelle de recul démocratique leur offre du bois de rallonge. On a vu ces acteurs en action tout au long de ces longues semaines de novembre 1993 à février 1994 alors qu'on tentait de dénouer la crise.

Progressivement le pays recolla les morceaux de sa démocratie brisée. Le gouvernement légal put siéger d'abord en exil à l'ambassade de France puis à l'abri de quelques militaires dans un hôtel à la périphérie de la capitale. Enfin, l'Assemblée nationale put se réunir

et prendre les mesures indispensables à la désignation d'un nouveau chef de l'État. Ce processus de remise en route fut rendu plus difficile par la persistance de l'action des groupuscules politiques hostiles à la démocratie.

Le « Collectif de l'opposition » regroupant les partis extrémistes qui avaient fait des scores dérisoires aux élections législatives, grossi par des éléments transfuges de l'Uprona, organisa barricades, attentats, et opérations « ville morte » pour perturber les négociations et la reprise de la vie politique démocratique. Ces groupuscules font à voix haute profession de condamner le putsch et de fidélité démocratique tout en bloquant par la violence armée toute solution politique conforme à la volonté populaire exprimée par les urnes.

Ces opérations terroristes firent de nouvelles centaines de morts à Bujumbura en janvier et février 94, imposant au nouveau président Ntaryamira d'accepter que plusieurs personnalités extrémistes reçoivent des portefeuilles importants dans son gouvernement. Il est à remarquer, du reste, que les négociations avec le Collectif de l'opposition se firent sous l'égide de l'état-major et sur convocation de celui-ci. Ces négociations aboutirent à la constitution du nouveau gouvernement. Le putsch a donc permis à une aile de l'Uprona et au Collectif de l'opposition que s'opère un net recul des acquis du Frodebu et de ses alliés. Mais il y a un autre fruit amer du putsch. C'est le triomphe de l'idéologie tribaliste.

(2) Uprona : ancien parti unique qui a régné sur le Burundi depuis l'indépendance. Les trois régimes militaires qui se sont succédés de 1965 à 1993 se sont appuyés sur ce parti.

Conflit ethnique

Y a-t-il un conflit ethnique au Burundi ? Tout le monde l'affirme. Pourtant il convient de s'interroger sur l'apparente évidence de l'existence des ethnies dans ce pays. Quelle est leur base réelle, objective ? Ce qui permet de distinguer un Hutu d'un Tutsi est bien volatil. Les deux groupes (si groupes il y a) vivent mêlés, partagent la même langue, les mêmes structures socioculturelles, économiques, religieuses. En fin de compte, pour chacun, c'est la tradition familiale qui détermine son appartenance. Son identité ethnique se reçoit dans un récit : « Je suis Tutsi car mon père me l'a raconté. » Cette appartenance détermine pour chacun sa vision des choses, de sorte que la plupart des étrangers résidant au Burundi qui jusqu'ici avaient des difficultés à reconnaître une ethnie de l'autre peut aujourd'hui aisément distinguer un Hutu d'un Tutsi à ce qu'il dit, les événements ayant exacerbé les positions.

Mais s'il n'y a pas d'ethnie au Burundi, il y a bel et bien de l'ethnisme. C'est-à-dire une construction idéologique largement intériorisée par les citoyens. Cette idéologie ethniste tire une lointaine origine dans le Burundi pré-colonial et colonial, mais elle s'est largement développée durant les 30 années des régimes militaires upronistes (3). Un ethnisme qui fut érigé longtemps comme système de gestion du pays, tout en étant, cela va sans dire, officiellement nié. Outre le cas déjà cité de l'armée, la prédominance tutsi est visible dans l'appareil judiciaire, dans de larges sphères de l'administration, du système scolaire, des appareils médiatiques, de l'université. La disproportion des Tutsi dans ces secteurs fait que des

villes comme Bujumbura ou Gitega présentent une forte concentration de population tutsi. (Les campus de l'université ont constitué de véritables maquis de l'opposition à la démocratisation. On a pu voir au Burundi le spectacle plutôt insolite de milliers de jeunes intellectuels manifestant en ville contre les résultats des élections qui menaçaient leur carrière de futurs cadres).

Pendant toute la montée du parti Frodebu, on a pu observer que celui-ci développait un discours novateur sur les ethnies au Burundi. Les analyses du Frodebu avaient résolument tourné le dos aux systèmes explicatifs ethnistes. On renvoyait dos à dos les deux extrémismes, celui de l'Uprona (larvé) d'un côté et celui (manifeste) du Palipehutu (4) de l'autre.

Pour le Frodebu le problème est social : une minorité de privilégiés ont accaparé l'État en utilisant une idéologie ethniste. L'ethnisme au Burundi n'est donc qu'un symptôme. La maladie s'appelle domination des privilégiés et injustice sociale. Seule la démocratie permettra de sortir de la spirale infernale de l'ethnisme.

La deuxième mort de Ndadaye

Le Burundi aujourd'hui semble redonner vigueur aux analyses ethnistes selon lesquelles les Hutu et les Tutsi ne peuvent s'entendre. (Partant de là il faudrait protéger les « minorités » tutsi). Le Burundi ressemblerait donc à une ménagerie

(3) Lire à ce sujet : M. Elias, « Burundi : la spirale de la violence », *La Revue Nouvelle*, n° 11, novembre 1988.

(4) Palipehutu : Parti pour la libération du peuple hutu. Non reconnu légalement, ce parti préconise la prise du pouvoir par l'ethnie majoritaire hutu. Il a une branche militaire et on lui attribue des actions armées.

peuplée de chiens et de chats pressés d'en découdre. Bien des comportements cruels et sanguinaires qui ont eu lieu de part et d'autre ces derniers mois apportent de l'eau au moulin de ces analyses caricaturales. La grande lessive réciproque, la chasse au faciès : des élèves de l'athénée de Gitega sont accusés d'avoir tué des gens qui passaient sur la route simplement parce qu'ils avaient l'air hutu !. La résistance à la démocratisation du Burundi a donc pris ce visage raciste. Les privilégiés de la capitale n'ont pas craint par leur putsch, non seulement d'assassiner la démocratie, mais encore de mettre en péril la minorité ethnique à l'intérieur du pays. Ce sont eux, en dernière analyse, les responsables des drames qui sont arrivés.

Voilà où résidera une des tâches les plus difficiles pour les démocrates burundais : revitaliser le message que laisse Melchior Ndadaye. Exorciser les démons de l'ethnisme et du régionalisme, établir les conditions de l'égalité des chances de tous les citoyens hutu, tutsi et twa. La fin de ce projet démocratique constituerait sans doute l'ultime assassinat de Ndadaye.

Corollaire rwandais

Le mercredi 6 avril 1994, deux mois après son investiture, le nouveau président Cyprien Ntaryamira périsait dans l'attentat qui visait son homologue rwandais. Alors que les deux chefs d'État revenaient ensemble d'une rencontre à Dar-es-Salam, la capitale tanzanienne, l'avion du président rwandais fut abattu au-dessus de Kigali. Il est bien établi que le retour du président Ntaryamira par l'avion du président Habyarimana, a été décidé à la dernière minute et ne pouvait

être connu de ceux qui ont préparé l'attentat. La fin tragique du président burundais est donc accidentelle ; c'est le président rwandais qui était visé.

L'assassinat du président Habyarimana entraînait le massacre au Rwanda de nombreux Tutsi ainsi que des Hutu de partis opposés à la « mouvance présidentielle ». L'ensemble de l'opposition est alors prise pour cible ainsi que les défenseurs des Droits de l'Homme et les militants de la « société civile ». On identifie rapidement les leaders principaux des tueries comme appartenant à la Garde présidentielle, aux milices des partis proches du président : MRND (Mouvement révolutionnaire national pour le développement) et CRD (Coalition pour la défense de la République). Il ne faut pas être grand clerc de la réalité politique rwandaise pour reconnaître derrière ces hommes de main la catégorie sociale que constituent les privilégiés du régime, farouchement hostiles au partage du pouvoir.

Le parallélisme des situations rwandaise et burundaise saute aux yeux : non pas comme on l'a dit trop souvent en référence aux critères ethniques, mais selon les intérêts d'une même classe de nantis. De part et d'autre, on observe qu'une minorité sociale, venue au pouvoir à la faveur de coups d'État militaires et ayant monopolisé les appareils économiques et politiques de l'État pendant des décennies, ne peut courir le risque du moindre partage. Car un tel partage impliquerait de devoir rendre des comptes sur trop de dossiers lourdement compromettants. Le rôle similaire d'une catégorie sociale apparaît donc dans les deux pays : on risque le tout pour le tout afin d'éviter le partage du pouvoir. On recourt

ainsi aux moyens les plus ultimes (en jouant sur les puissants leviers idéologiques de l'ethnisme et du régionalisme) pour enrayer les processus démocratiques et décapiter les organisations de la société civile, quitte à initier des dynamiques incontrôlables de massacres et de violences populaires. Que les membres de cette minorité oligarchique soient hutu d'un côté et tutsi de l'autre ne relève en fin de compte que des contingences de l'Histoire : le ressort du mécanisme est le même.

Plus que jamais et quels que

soient les soubresauts qui attendent encore dans un proche avenir les deux pays, on n'aperçoit pas d'autres issues que celles qu'ouvriront les acteurs démocratiques de ces deux pays. Espérons qu'ils puissent trouver dans la communauté internationale des soutiens réels, financiers, diplomatiques et peut-être militaires à la création des conditions minimales de la reprise du projet démocratique.

Michel Elias

20 avril 1994

Zambie : une démocratie lacunaire ?

LES Zambiens parlent. Depuis l'élection de Frederick Chiluba à la présidence de la République fin octobre 1991, la liberté d'expression a pu largement être testée par la population. Certes, son emploi n'apparaît pas toujours judicieux, soit parce qu'elle est dévoyée par une presse à scandale faisant peu de cas de l'intimité des personnalités que sa vindicte excessive écorne (1), soit parce que les Zambiens eux-mêmes, dans leur vie quotidienne, ne l'ont pas encore tout à fait apprivoisée. Cette liberté d'expression n'est pas feinte. Toutes les personnes que nous avons souhaité interroger au cours de notre séjour, qu'il s'agisse de journalistes, d'ecclésiastiques, de syndicalistes, de vendeurs de rue ou d'étudiants, se sont volontiers prêtées à ces jeux d'entretiens ou de conversations informelles. Les apparences pourraient conduire l'obser-

vateur pressé à affirmer que la démocratie règne en Zambie en raison des efforts réguliers du pouvoir pour mettre en exergue une série d'éléments positifs : liberté d'expression, absence quasi totale de violence collective ou de manifestation, relative discrétion de la police, non entrave à la bonne marche de la justice, développement considérable de la presse. D'autant plus que si les Zambiens parlent, ils n'agissent pas, ce qui tend à conforter le gouvernement dans sa logique de mise

(1) C'est le cas essentiellement du journal *The Sun*. Fondé au mois d'août 1993, les articles constituant son assise sont pour la plupart centrés sur le dévoilement de pseudo-vérités concernant la vie privée de ministres ou de hauts-fonctionnaires. En cela, il est calqué sur son modèle britannique du même nom. Il reste qu'il propose également de temps à autre des chroniques politiques pertinentes, malheureusement plus ou moins noyées dans la masse.